

Le Pari Démocratique

Le « Pari Démocratique » est l'oeuvre collective d'un groupe de militants du P.C.F. Le but de cet ouvrage est d'indiquer une voie permettant à la gauche de sortir de son impuissance actuelle. Les suggestions qui sont faites ne sont pas toutes acceptables, mais doivent être étudiées non seulement pour leur valeur propre, mais aussi parce qu'elles émanent de militants qui ont réellement approuvé les décisions des vingtième et vingt-deuxième congrès du P.C.U.S., de militants ayant des conceptions proches de celles de Togliatti. Leur influence sur le P. C. F. devrait aller en augmentant avec la «déstalinisation» de ce parti qui viendra tôt ou tard.

LA DOMINATION ACTUELLE DE LA BOURGEOISIE

Jean Dru (pseudonyme utilisé par les auteurs) constate les changements intervenus dans le rapport de force entre la gauche et les partis bourgeois depuis la libération et surtout depuis 1958. Avant d'analyser les causes de la faiblesse des partis de la gauche (faiblesses idéologiques et surtout impossibilité de l'unité dans les conditions actuelles) et les moyens pour y remédier, une intéressante étude du régime gaulliste est entreprise. Profitant de la nature « Bonapartiste » du pouvoir qui institue « une trêve entre les fractions de la bourgeoisie opposées », le courant le plus dynamique du capitalisme français instaure sa domination sans mettre en danger la suprématie de la bourgeoisie. L'existence du secteur public, de la planification n'est pas abolie, mais le secteur public est subordonné au secteur privé par le transfert de la plus-value au secteur privé : recherches

effectuées dans les établissements nationaux au profit de l'industrie privée, produits (E.D.F.), services (S.N.C.F.) cédés aux monopoles à des prix inférieurs au prix de revient, etc. Quant à la planification, elle permet de rénover le capitalisme, elle tente d'intégrer les syndicats dans le système bourgeois.

Cependant, le secteur nationalisé pas plus que la planification ne rendent définitive la suprématie du capitalisme : « *Elles nient, en effet, la recherche du profit en tant que but acceptable de l'activité économique et lui opposent la satisfaction des besoins* ».

LA GAUCHE DIVISEE

Face au pouvoir de la bourgeoisie, la gauche est vouée à l'impuissance tant qu'elle est divisée entre communistes et non-communistes, ces derniers étant gratifiés de « sociaux réformistes », de partisans d'une « troisième force ».

La gauche non-communiste est minoritaire dans le pays, ne peut seule faire triompher ses objectifs. Elle a besoin d'un allié. De plus, son programme de « *Planification démocratique* » ne spécifie pas le cadre politique dans lequel il pourra être appliqué. D'ailleurs, « *entre les adeptes de l'économie concertée (but d'une partie de la droite) et ceux qui se prononcent pour une planification démocratique encore informe quant à son contenu, la ligne de démarcation est extrêmement confuse* ». Le courant social-réformiste n'a donc pas de troisième voie à proposer. Il est condamné à des alliances centristes s'il continue à refuser toute association avec le P.C.F.

Mais pour l'instant le courant social-réformiste ne peut, dans les conditions actuelles, s'allier avec les communistes. Ce serait aider le P.C.F. à

atteindre son but : la « *Dictature du Proletariat* ».

En fait, pour parvenir au socialisme, la direction du P.C.F. ne mise pas tant sur une des alliances que sur l'exacerbation des antagonismes du monde capitaliste et la progression économique du camp socialiste. Or, face au défi du monde socialiste, le capitalisme s'est vu dans l'obligation de tempérer ses antagonismes. Quant à la supériorité du camp socialiste, elle n'est pas pour maintenant.

Les différents partis de la gauche ont donc le choix entre l'impuissance et l'action en commun qui pouvait, selon Jean Dru, prendre la forme d'un « *Pari démocratique* ».

L'ABANDON DE LA THESE DE LA « DICTATURE DU PROLETARIAT »

L'unité de la gauche présuppose le rejet par le P. C. F. de la thèse de la «dictature du prolétariat» : Jean Dru estime cette thèse inadéquate en France. En effet, « *les cadres et les techniciens s'intègrent dans leur masse au courant réformiste* » qui est ainsi représentatif d'une « *couche primordiale de la classe montante* ». De plus, parmi les couches prolétariennes de la société de nombreux travailleurs rejettent la perspective de dictature du prolétariat. « *Parmi les communistes eux-mêmes, il en est à qui les événements — aujourd'hui dénoncés, mais pas toujours surmontés — des pouvoirs communistes monocéphalisés inspirent des doutes sur les vertus socialistes d'un monopole politique* », de sorte qu'il faut « *Ranger la dictature du prolétariat dans le musée des grands symboles de la révolution* ».

La conclusion logique est que « *Seul le pouvoir des travailleurs manuels et intellectuels, où les deux courants sont associés tout en gardant leur autonomie serait en mesure de promouvoir la démocratie socialiste* ». Cette affirmation n'est pas nouvelle pour le P.S.U., qui a toujours affirmé que la démocratie socialiste est le fait de tous les travailleurs, qu'elle implique la diversité des partis.

LA NATURE DU PARI

L'analyse devient par la suite totalement inacceptable : Jean Dru propose, en effet, une alliance durable entre le social-réformisme et le P.C.F. en vue de l'instauration d'une « *Démocratie sociale et économique d'un type nouveau* », mais non de la démocratie socialiste. « On développe l'unité d'action jusqu'à ce que la pression populaire impose un *gouvernement* à direction réformiste. A partir de là, la *tendance social-réformiste au pouvoir fait confiance aux solutions démocratiques, qu'elle se charge d'élaborer et de mettre en oeuvre avec le concours du P. C.* »

Il s'agit donc en fait de permettre à la S.F.I.O. d'appliquer son programme ce qui faciliterait le passage ultérieur au socialisme.

Le refus de l'instauration du socialisme en France dès maintenant, repose essentiellement sur deux points. Tout d'abord c'est une conséquence logique de la « *coexistence pacifique* ». « *Il ne suffit pas que l'immense majorité du peuple français veuille la démocratie socialiste, il faut encore que la situation internationale s'y prête, que cela n'entraîne pas un risque évident de guerre nucléaire.* » Au « *socialisme dans un seul pays* », a succédé le « *socialisme dans un seul camp* » ! Le rôle d'un pays comme la France est de faciliter les progrès du camp socialiste en exigeant l'arrêt de la compétition nucléaire ! Cette tâche ne pourrait pas être remplie par une France socialiste, mais seulement par une France « *démocratique* » pouvant être acceptée comme médiatrice par les deux camps...

De plus, pour Jean Bru un pays socialiste est un pays intégré dans le bloc communiste. Il ne saurait être question d'instaurer la démocratie socialiste hors des « camps ». On ne pourrait en France qu'accepter le programme de la S.F.I.O. ou du P.C.F.

UN PARI SANS RISQUES

La notion de « pari » qui implique risque est même éliminée. Il s'agit de rassurer les réformistes en leur prouvant que le P.C.F. n'aurait pas la possibilité matérielle de les

déborder même s'il le voulait. Cette suprématie du réformisme est confirmée par une « *interprétation dialectique du rapport des suffrages recueillis de part et d'autre* ». Pour que la gauche prenne le pouvoir, il faut arracher à l'influence des partis bourgeois 20 % des électeurs. Ces 20 % ne peuvent être crédités qu'aux réformistes. Le P.C.F. doit donc déclarer que même si « *le nombre des voix communistes lors d'une élection lui étant relativement favorables, la direction du gouvernement n'en reviendrait pas moins aux représentants de la gauche non communiste* ».

Le P.C.F. ne chercherait à construire la démocratie socialiste que le jour où les succès du camp socialiste seraient tels que la majorité des français souhaitent la solution communiste. Quand se produira une telle solution ? « Dans un futur lointain, à l'échelle d'une vie humaine »...

*

Notre Parti ne souhaite qu'une chose, c'est cette union de toutes les forces de gauche qui se réclament du socialisme et ceci en développant l'unité d'action même après « que la pression populaire ait imposé un gouvernement de gauche ». Mais il ne peut s'agir de soutenir le programme de la S.F.I.O. (programme dont la popularité est relative) même avec quelques améliorations. Il faut que toute la gauche, partis et syndicats, participe à l'élaboration d'un programme dépassant les notions de « réformisme » et de « communisme », d'un programme susceptible d'être mis en application dès la prise du pouvoir. C'est à cette condition, et non grâce à un accord entre les état-major des partis de gauche, que l'on convertira à la solution socialiste les travailleurs qui suivent actuellement les partis bourgeois.

Benoit Dhavernas

(« *Le Pari Démocratique* », par Jean Dru. Ed. Julliard.)



Sorbonne action

N° 2 – 3

Janvier – Février 1963

Page 3